

# P REMIÈRES INFORMATIONS

## et PREMIÈRES SYNTHÈSES

### CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 1997

Les évolutions de l'emploi et du chômage au cours du second trimestre 1997 sont difficiles à interpréter : si l'amélioration de l'emploi se confirme - on enregistre 36 000 créations nettes d'emplois après + 17 000 au 1er trimestre -, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois augmente sensiblement - + 43 000, soit + 1,4% en trois mois - retrouvant fin juin son niveau d'il y a trois ans.

Une partie de l'explication de ce phénomène est liée à la baisse qui se poursuit des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi. Il est possible également que l'on ait connu au printemps une augmentation plus vive que prévue de la population active, en particulier de la part des jeunes se présentant pour la première fois sur le marché du travail.

#### L'amélioration de l'emploi se confirme et s'accroît...

En 1996, l'activité économique avait enregistré des à-coups conjoncturels très accusés. Depuis la fin de 1996, l'évolution du PIB marchand non agricole apparaît plus régulière. Il progresse de 1,1% au deuxième trimestre 1997 par rapport au trimestre précédent (graphique 1). La reprise de l'activité semble s'affirmer : le deuxième trimestre 1997 affiche une hausse de 2,4% par rapport au deuxième trimestre 1996.

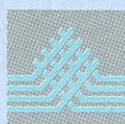
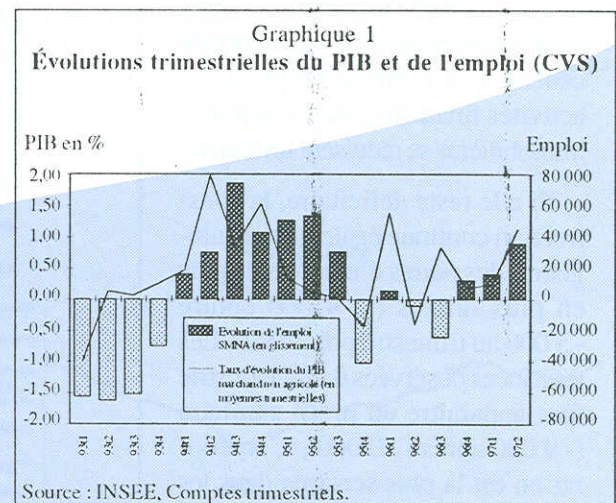


Tableau 1  
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1995				1996				1997		Variation (%) par rapport au :	
	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 163,0	4 167,3	4 161,3	4 147,5	4 128,3	4 105,3	4 088,7	4 070,3	4 060,2	4 051,1	-0,2	-1,3
EH : Construction	1 188,4	1 188,2	1 184,7	1 167,3	1 149,2	1 139,4	1 127,4	1 108,5	1 103,6	1 100,0	-0,3	-3,5
EV : Tertiaire	7 922,7	7 972,7	8 013,3	8 019,8	8 061,8	8 090,4	8 094,5	8 145,6	8 178,0	8 226,5	+0,6	+1,7
Ensemble des secteurs	13 274,1	13 328,2	13 359,3	13 334,6	13 339,3	13 335,1	13 310,6	13 324,4	13 341,8	13 377,6	+0,3	+0,3

(1) Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

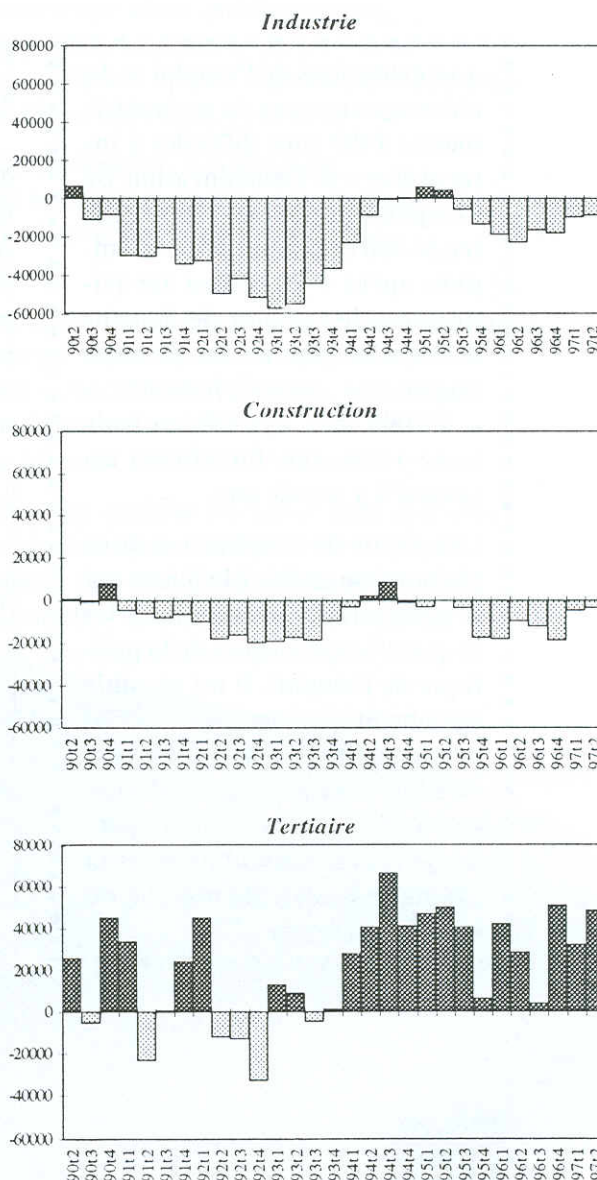
U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles. C101.C102	14 596,3	14 649,8	14 680,2	14 639,0	14 644,6	14 639,8	14 615,3	14 627,4	14 643,7	14 679,4	+0,2	+0,3
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité-DARES, INSEE, UNEDIC.

De son côté, l'amélioration de l'emploi s'accroît au cours de ce deuxième trimestre. Le volume des créations d'emplois salariés du secteur privé a doublé, avec 36 000 emplois supplémentaires par rapport au trimestre précédent (tableau 1). Les services aux particuliers et les services aux entreprises demeurent les principales activités créatrices d'emplois (+ 24 000 et + 15 000), mais les autres secteurs du tertiaire soutiennent également la croissance de l'emploi salarié. En particulier, le commerce enregistre 8 000 emplois supplémentaires, et les transports 1 000 créations après 4 000 suppressions au trimestre précédent. Les pertes d'emplois des activités financières et des activités immobilières se réduisent fortement.

Si elle reste déficitaire, la construction continue également à enregistrer des pertes d'emplois de plus en plus faibles (- 4 000 contre - 5 000 au trimestre précédent). Les tendances observées dans l'industrie font apparaître un profil similaire (- 9 000 après - 10 000). L'amélioration est la plus sensible dans les industries agricoles et alimentaires (- 1 000 à + 1 000) et les biens d'équipement (- 3 000 à - 1 000). En revanche, la dégradation observée depuis un an dans les secteurs de l'automobile et de l'énergie se poursuit. Surtout, le secteur des biens de consommation représente

Graphique 2  
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grands secteurs  
(variations des effectifs CVS)



Source : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

à lui seul, au cours de ce trimestre, plus de la moitié des pertes d'emplois industriels (- 5 000) (graphique 2).

Durant les trimestres précédents, l'écart entre les gains d'emplois de tertiaire et les pertes d'emplois de la construction et de l'industrie était relativement limité. Au deuxième trimestre 1997, cet écart s'amplifie grâce à l'accélération observée dans le tertiaire (+ 49 000) qui détermine pour l'essentiel l'augmentation notable du niveau de l'emploi salarié privé de juin 1996 à juin 1997 (+ 42 500, soit + 0,3 %).

### ... mais, au 2<sup>ème</sup> trimestre 1997, le chômage repart à la hausse

Fin juin 1997, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en catégorie 1 s'établit à 3 130 900. Après deux trimestres de pause, cet indicateur est donc reparti à la hausse (+ 1,4%) durant le printemps 1997. Si l'on intègre les demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois qui sont de plus en plus nombreux, la progression est encore plus nette : + 2,6% après + 0,8% au premier trimestre. Le taux de chômage au sens du BIT passe, quant à lui,

de 12,5% fin mars à 12,6% fin juin 1997.

L'amélioration observée depuis la rentrée 1996 sur le chômage des jeunes s'interrompt, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 25 ans continue à augmenter (tableau 2 et graphique 3).

Si le nombre mensuel des entrées à l'ANPE semble se stabiliser à un niveau un peu inférieur à 380 000, celui des sorties de l'Agence recule sensiblement au cours du second trimestre 1997 (graphique 4) : c'est donc plutôt le déficit de reprises d'emploi que l'afflux de nouvelles

Graphique 3  
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et et âge (données CVS)

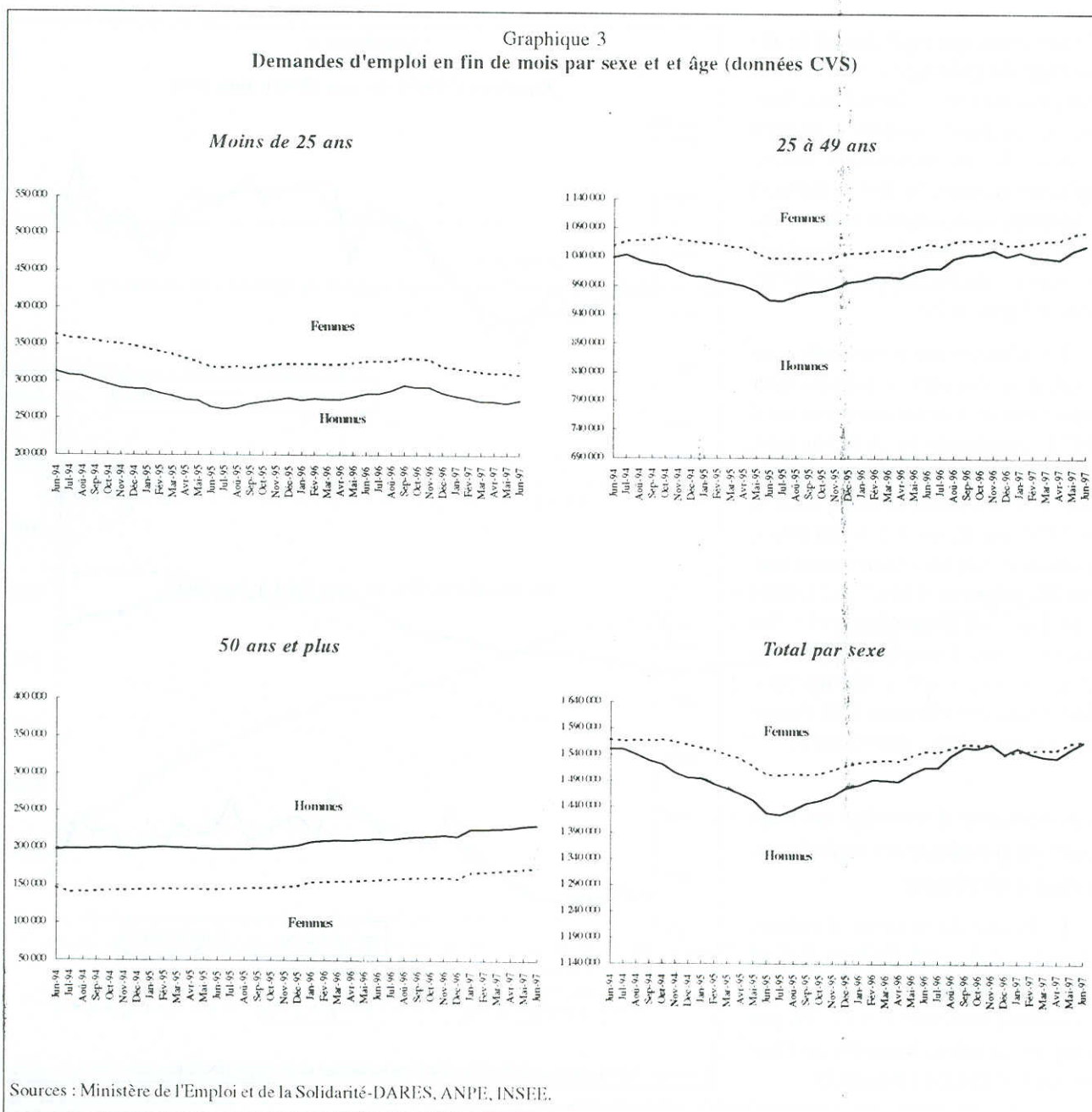


Tableau 2  
Demandes d'emploi en fin de mois (données CVS) par sexe et âge, catégorie 1

		juin 96 1996	juin 96/ mars96	sept. 1996	sept.96/ juin 96	déc 1996	déc96/ sept 96	mars 1997	mars97/ déc. 96	juin 1997	juin97/ mars 97
< 25 ans	H	282700	2,7	294700	4,2	284400	-3,5	272500	-4,2	274500	0,7
	F	327300	1,5	331200	1,2	320000	-3,4	313000	-2,2	309200	-1,2
	E	610000	2,0	625900	2,6	604400	-3,4	585500	-3,1	583700	-0,3
25/49 ans	H	1020800	1,5	1044100	2,3	1041300	-0,3	1038100	-0,3	1058900	2,0
	F	1062300	1,0	1069000	0,6	1060300	-0,8	1067900	0,7	1082900	1,4
	E	2083100	1,2	2113100	1,4	2101600	-0,5	2106000	0,2	2141800	1,7
50 ans et +	H	212300	1,1	215500	1,5	215800	0,1	226200	4,8	231400	2,3
	F	158100	1,3	160900	1,8	159900	-0,6	169800	6,2	174000	2,5
	E	370400	1,2	376400	1,6	375700	-0,2	396000	5,4	405400	2,4
TOTAL	H	1513800	1,6	1554300	2,5	1541500	-0,8	1536800	-0,3	1564800	1,8
	F	1547700	1,2	1561100	0,9	1540200	-1,3	1550700	0,7	1566100	1,0
	E	3063500	1,4	3115400	1,7	3081700	-1,1	3087500	0,2	3130900	1,4

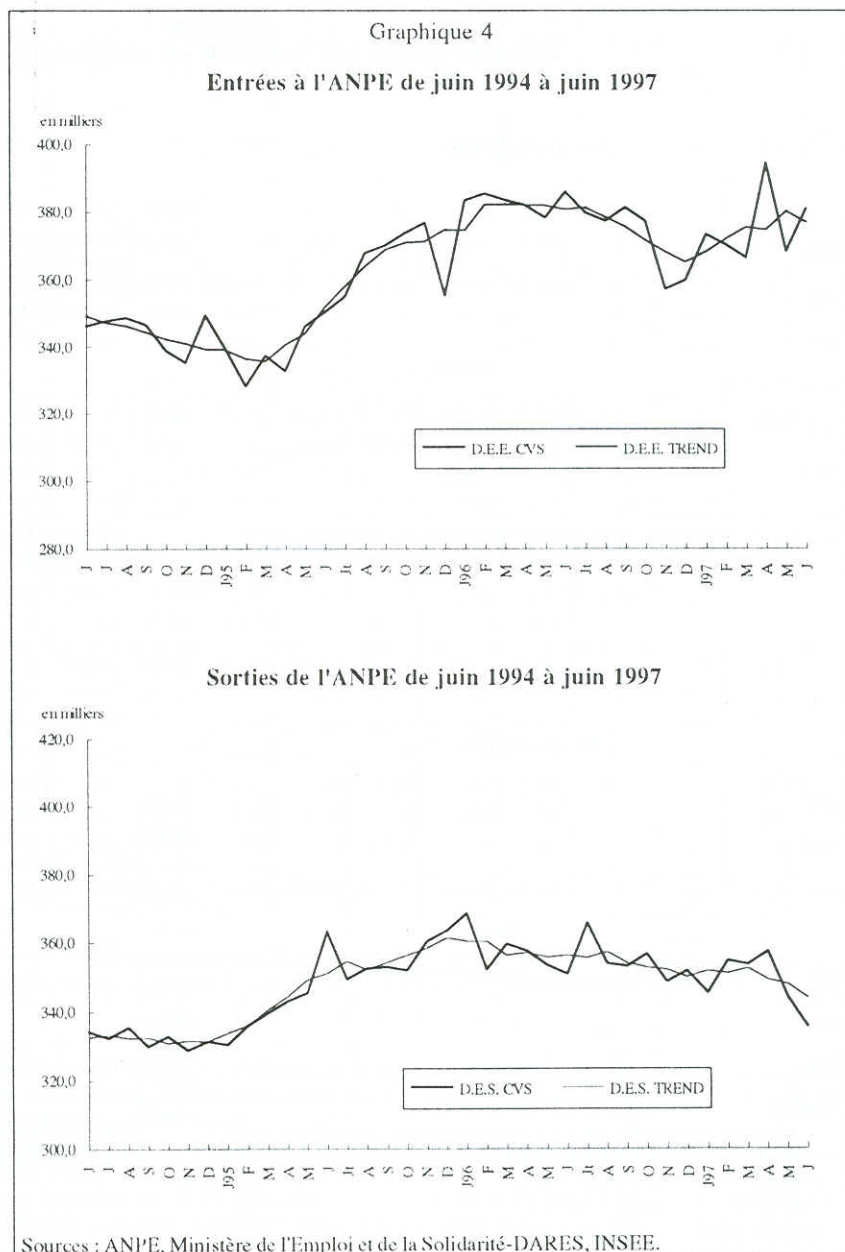
Sources : ANPE, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité-DARES, INSEE.

inscriptions qui expliquerait la remontée du chômage de fin mars à fin juin, même si, durant ces trois mois, certains motifs d'entrée comme les licenciements autres qu'économiques, les fins de mission d'intérim ou de contrat à durée déterminée, les premières entrées sur le marché du travail ont aussi tendance à reprendre.

Le chômage de longue durée continue d'augmenter, se rapprochant du niveau maximum atteint en avril 1995 (graphique 5). A la fin juin, 1 124 000 personnes étaient inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an, soit + 1,9% par rapport à la fin mars. La hausse concerne maintenant toutes les catégories d'ancienneté, alors que jusqu'au printemps 1997, les demandeurs d'emploi de plus de 2 ans d'ancienneté continuaient à bénéficier des effets du CIE recentré sur ses publics prioritaires.

### Le nombre d'entrées en mesure de politique d'emploi continue à diminuer

La baisse du nombre d'entrées dans les dispositifs spécifiques de politique d'emploi se poursuit au deuxième trimestre 1997 (- 7% par rapport au même trimestre de l'année précédente) (tableau 3).



L'ensemble des mesures d'aide à l'emploi dans le secteur marchand connaît une baisse sensible (- 15,1%) alors que l'emploi dans le secteur non marchand se redresse (+ 4,7%), grâce à la bonne tenue des contrats emplois consolidés (+ 20,8%) et au démarrage des contrats-emploi ville.

Au sein du secteur marchand, l'abattement en faveur des emplois à temps partiel continue à progres-

ser (+ 6,8 %) et les contrats de qualification et d'adaptation reprennent avec respectivement + 5,9% et + 30,7% d'entrées par rapport à l'an dernier. Mais la réduction sensible des entrées en CIE, liée au recentrage de la mesure sur ses publics prioritaires, continue à peser négativement sur l'évolution d'ensemble.

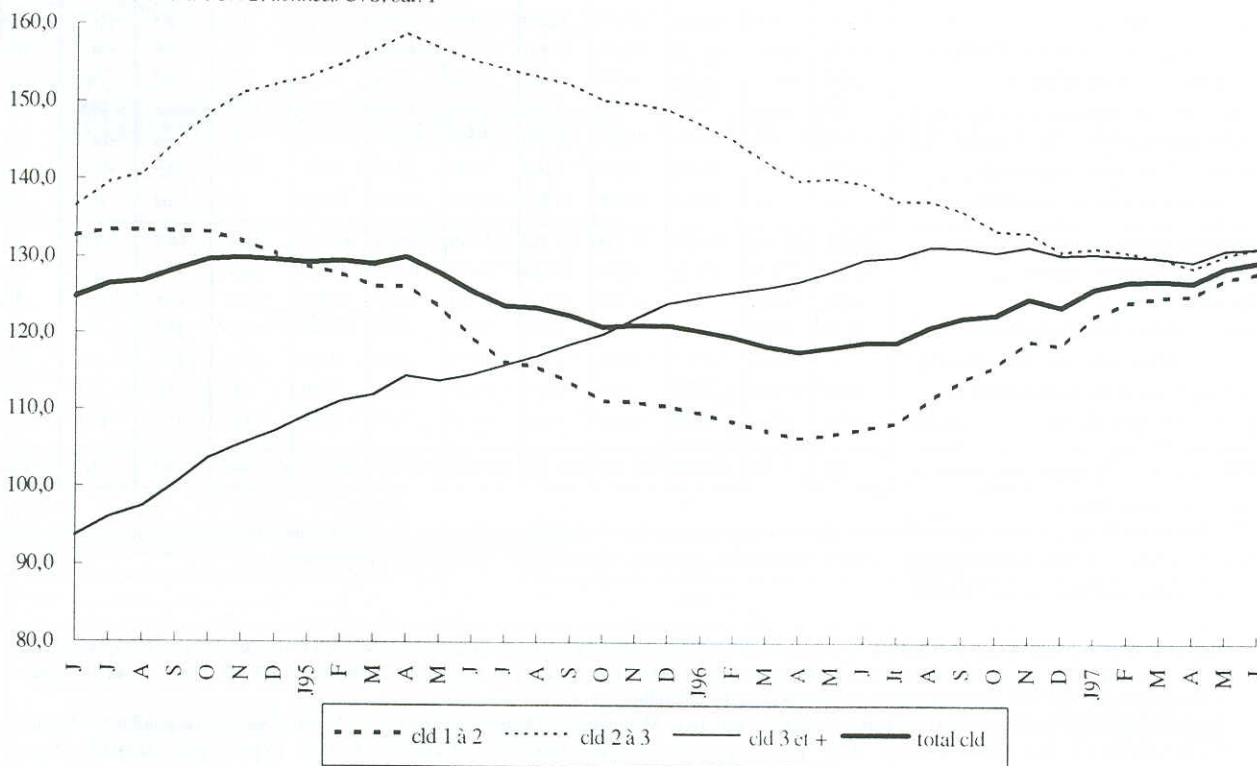
S'agissant des actions d'insertion et de formation, la baisse, liée es-

sentiellement à celle des SIFE, atteint 10,4%. Enfin, l'ensemble des entrées dans les mesures d'accompagnement des restructurations et de préretraite reste globalement au même niveau qu'au cours du 2ème trimestre 1996.

Nathalie BOURDON,  
Hubert DENIS DU PEAGE,  
Alice TANAY,  
(DARES).

Graphique 5  
Évolution du chômage de longue durée selon l'ancienneté de l'inscription, de juin 1994 à juin 1997

Indice base 100 en mars 1992. données CVS. cat. 1



Sources : ANPE, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité-DARES, INSEE.

**Tableau 3**  
**La politique de l'emploi entre 1995 et 1997**  
**(Résultats trimestriels)**

France Métropolitaine

	Année 1995		Année 1996				Année 1997		Évolution annuelle			
	Entrées trim.3 1995	Entrées Trim.4 1995	Entrées Trim.1 1996	Entrées Trim.2 1996	Entrées Trim.3 1996	Entrées Trim.4 1996	Entrées Trim.1 1997	Entrées Trim.2 1997	T3.96/T3.95	T4.96/T4.95	T1.97/T1.96	T2.97/T2.96
<b>Emploi aidé dans le secteur marchand .....</b>	<b>227 052</b>	<b>353 691</b>	<b>262 404</b>	<b>223 279</b>	<b>228 007</b>	<b>299 434</b>	<b>212 098</b>	<b>189 595</b>	<b>0,4</b>	<b>-15,3</b>	<b>-19,2</b>	<b>-15,1</b>
Abaissement de coûts salariaux .....	138 459	193 521	168 243	167 555	151 454	129 416	123 352	130 076	9,4	-33,1	-26,7	-22,4
Abattements-temps partiel .....	45 456	57 690	52 792	49 056	45 843	64 842	56 641	52 394	0,9	12,4	7,3	6,8
Exonérations-1er salarié .....	14 703	16 940	20 000*	20 000*	19 000*	19 000*	17 590	18 309	-	-	-	-
Exonérations 2è et 3è salarié .....	2 577	3 002	1 658	563	93	70	-	-	-	-	-	-
Exo.1er au 50ème sal.(zones redyn.urbaine) ....	-	-	-	-	-	-	250	706	-	-	-	-
Exo.1er au 50ème sal.(zones de redyn.rurale) ..	-	-	-	-	-	-	1 094	2 085	-	-	-	-
Exo.1er au 50ème sal.(zones franches) .....	-	-	-	-	-	-	34	58	-	-	-	-
C.R.E.+ C.I.E. ....	67 325	96 921	80 745	87 377	77 558	45 504	47 743	56 524	15,2	-53,1	-40,9	-35,3
Aide au Premier Emploi des Jeunes .....	8 398	18 968	13 048	10 559	8 960	-	-	-	6,7	-	-	-
<b>Formation en alternance .....</b>	<b>62 211</b>	<b>136 152</b>	<b>77 198</b>	<b>38 863</b>	<b>62 009</b>	<b>156 134</b>	<b>75 700</b>	<b>43 461</b>	<b>-0,3</b>	<b>14,7</b>	<b>-1,9</b>	<b>11,8</b>
Contrats d'apprentissage .....	35 584	87 916	38 989	12 130	36 663	104 631	39 912	12 027	3,0	19,0	2,4	-0,8
Contrats de qualification .....	15 160	35 135	25 455	14 568	16 447	38 358	22 231	15 421	8,5	9,2	-12,7	5,9
Contrats d'adaptation .....	10 765	12 734	12 189	11 287	8 522	12 870	12 885	14 753	-20,8	1,1	5,7	30,7
Contrats d'orientation .....	702	367	565	878	377	275	672	1 260	-46,3	-25,1	18,9	43,5
<b>Aide à la création d'emplois et d'activités ...</b>												
ACCRE (a) .....	20 914	18 119	10 964	9 986	8 250	10 267	6 598	9 248	-60,6	-43,3	-39,8	-7,4
<b>Insertion par l'économie</b>												
Entreprises d'Insertion .....	5 468	5 899	5 999	6 875	6 294	3 617	6 448	6 810	15,1	-38,7	7,5	-0,9
Associations Intermédiaires (b) .....	201 392	200 049	187 588	217 859	204 942	209 381	210 619	232 555	1,8	4,7	12,3	6,7
<b>Emploi aidé dans le secteur non marchand ..</b>	<b>171 722</b>	<b>169 920</b>	<b>165 151</b>	<b>148 098</b>	<b>151 633</b>	<b>162 502</b>	<b>157 083</b>	<b>155 007</b>	<b>-11,7</b>	<b>-4,4</b>	<b>-4,9</b>	<b>4,7</b>
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv+ave.) .....	158 900	154 856	148 164	129 391	130 028	138 283	132 095	129 208	-18,2	-10,7	-10,8	-0,1
Contrats Emploi Consolidé (n.conv+ave.) .....	12 822	15 064	16 987	18 707	20 279	21 211	21 726	22 594	58,2	40,8	27,9	20,8
Contrats Emploi Ville (n.conv+ave.) .....	-	-	-	-	1 326	3 008	3 262	3 205	-	-	-	-
<b>Actions d'insertion et de formation .....</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>106 764</b>	<b>105 580</b>	<b>60 276</b>	<b>143 136</b>	<b>84 582</b>	<b>94 582</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>-20,8</b>	<b>-10,4</b>
- auprès des adultes : .....	39 813	91 833	53 014	67 852	39 884	88 838	38 513	57 126	0,2	-3,3	-27,4	-15,8
. Stages d'Ins.et de Formation à l'Emploi (e) ...	31 671	78 961	43 059	57 667	31 492	76 912	28 191	45 228	-0,6	-2,6	-34,5	-21,6
. Stages d'Accès à l'Entreprise (c) .....	7 187	9 809	8 338	8 673	7 304	9 245	8 848	9 970	1,6	-5,7	6,1	15,0
. Stages FNE-cadres (c) .....	955	3 063	1 617	1 512	1 088	2 681	1 474	1 928	13,9	-12,5	-8,8	27,5
- auprès des jeunes: (d) .....	nd	nd	53 750	37 728	20 392	54 298	46 069	37 456	nd	nd	-14,3	-0,7
.Actions de fom.alternée fin.par l'Etat .....	8 229	21 461	11 009	7 099	3 068	7 620	4 134	4 091	-62,7	-64,5	-62,4	-42,4
.Actions de fom.alternée fin.par les Régions ...	nd	nd	42 741	30 629	17 324	46 678	41 924	33 362	nd	nd	-1,9	8,9
<b>Accompagnement des restructurations .....</b>	<b>45 656</b>	<b>50 608</b>	<b>59 989</b>	<b>55 309</b>	<b>55 213</b>	<b>56 045</b>	<b>58 882</b>	<b>55 652</b>	<b>20,9</b>	<b>10,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,6</b>
Conventions de Conversion (e) .....	27 220	27 830	39 017	34 296	33 858	31 403	39 710	35 275	24,4	12,8	1,8	2,9
Mesures du FNE .....	7 820	11 158	7 167	11 258	10 945	13 335	6 187	10 624	40,0	19,5	-13,7	-5,6
dont : -Cellules de Reclassement (f) .....	4 614	6 249	3 342	6 957	6 241	7 720	3 176	7 166	35,3	23,5	-5,0	3,0
-Aide passage à mi-tps/Tps partiel (g) .....	2 056	3 468	2 207	2 696	2 961	4 059	2 086	2 480	44,0	17,0	-5,5	-8,0
Préretraites Allocations Spéciales FNE (e) .....	4 862	5 336	5 957	4 987	4 939	5 132	5 981	5 391	1,6	-3,8	0,4	8,1
Préretraites Progressives (e) .....	5 754	6 284	7 848	4 768	5 471	6 175	7 004	4 362	-4,9	-1,7	-10,8	-8,5
<b>Total .....</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>594 308</b>	<b>532 266</b>	<b>495 129</b>	<b>661 117</b>	<b>512 645</b>	<b>494 836</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>-13,7</b>	<b>-7,0</b>

\* données rectifiées estimées.

N.B. : Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) nb de bénéficiaires ; (b) nb de personnes mises à disposition, non cumulable ; (c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ; (e) premiers paiements ; (f) bénéficiaires potentiels ; (g) adhésions individuelles.

Sources : DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC.

**PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESES sont éditées par le Ministère du travail et des affaires sociales, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.**

Secrétariat de rédaction : Jean-Yves Rognant et Catherine Demaison. Maquettistes : Daniel Lepesant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.48.39.56.00. Télécopie : 01.48.39.56.01 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESES : 1 an (52 n°) : 650 F - Europe : 685 F - Autres pays : 700 F. Publicité : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1554